



Comme un alignement des planètes, mais qui ne doit rien au hasard.

Le 12 février 2025, le syndicat FO du CP de Toulouse-Seysses signait un tract dans lequel il dénonçait l'organisation (par le SPIP local) d'un atelier de socio-esthétique à destination des détenus.

Fact-checking :

- L'activité n'a rien coûté au contribuable. Ce sont des étudiants en esthétique qui sont intervenus bénévolement.

- Les SPIP subissent également les conditions de travail dégradées proposées par la DAP, mais ils ne sont pas missionnés pour organiser le mieux-être des personnels. FO se trompe de combat et devrait manifester sa colère à qui de droit.

- Les activités en lien avec l'amélioration et la valorisation de l'image de soi, tout comme la culture et l'art, répondent strictement aux appels à projets de la DAP. Par ailleurs, le projet en question a été validé par tous les niveaux hiérarchiques.

Alors, il reste quoi finalement ? La réaction puérile d'un enfant jaloux qui réclame indument ce qui ne lui revient pas ? De l'opportunisme malsain ? Oui, c'est bas, c'est désespérant ... **mais pas totalement innocent**.

Le 16 février, la DAP adressait aux DISP un mail dans lequel elle soulignait l'organisation inopportune de l'activité socio-esthétique au sein du CP de Seysses et s'inquiétait de sa médiatisation ainsi que de son impact négatif auprès de l'opinion publique. Elle recommandait de passer au tamis extra-fin tous les projets et d'exclure ceux qui ne relevaient pas de la formation, de l'enseignement et de l'insertion.

Le 17 février, le Garde des Sceaux, en déplacement à Condé-sur-Sarthe, faisait une (nouvelle) déclaration fracassante en ordonnant l'arrêt de toutes les activités dites « ludiques » en détention, tout en présumant que ses concitoyens étaient profondément choqués de cette situation.

Réglé comme du papier à musique.

Les citoyens ne sont pas des benêts auxquels il faut servir une vision simpliste et démagogique de la réalité de nos missions. Le politique doit avant tout œuvrer à la pédagogie et l'élévation de la dignité intellectuelle pour lutter activement contre les idées qui flattent les bas instincts. Rappelons également que la brutalité et le tout sécuritaire n'ont jamais apporté la moindre preuve de leur efficacité. En moins d'une semaine, la DAP réussit l'exploit de retourner complètement sa veste et de rouler sur sa propre doctrine.

Le SPIP est pourtant bien placé pour connaître l'importance cruciale de ces activités dans le processus de prévention de la récidive, de réinsertion et de resocialisation des personnes condamnées. Les détenus sont des citoyens à part entière, amenés tôt ou tard à réintégrer la société. Au regard des conditions de détention déplorables offertes par la France, de la violence institutionnelle et

systemique qui abîme les corps, **un soin de quelque nature qu'il soit ne fera jamais oublier les humiliations subies quotidiennement.**

En tout état de cause, l'indignité du tract, les orientations désastreuses de la DAP mais également la fermeté outrancière et les coups d'éclats médiatiques du garde des sceaux qui semble travailler sa posture d'homme providentiel, de redresseur de torts, donnent le ton pour les semaines et mois à venir.

On peut légitimement se questionner sur le devenir de notre profession, qui par le truchement de cette « affaire » montée en épingle, tend à décrédibiliser les missions et actions du SPIP, le tout au profit du tout sécuritaire tapageur mais invariablement inefficace.

C'est un jour noir pour l'administration pénitentiaire, celui de la capitulation face à la démagogie et la trumpisation de la parole politique publique.

Nous n'accepterons jamais cette situation. Des AG vont s'organiser dans les antennes du territoire.

La CGT EPI 59/62 apporte son soutien inconditionnel aux collègues Toulousains et exige la reprise, sans délai, de toutes les activités au profit de la population pénale.